

Les résultats des élevages de porcs français en 2007

Avec un niveau de prix d'aliment remonté au niveau d'il y a quinze ans et un prix du porc bas, l'année 2007 signe le retour à une situation économique désastreuse pour la grande majorité des éleveurs.

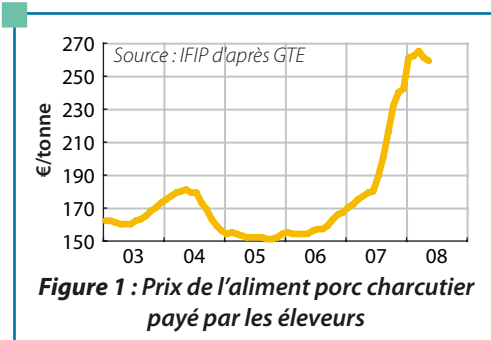
L'amélioration des performances techniques ne permet pas de redresser l'effet d'une mauvaise conjoncture, qui se maintenait encore au printemps 2008.

L'ensemble des résultats des élevages suivis en Gestion Technique et Technico-économique est consultable sur le site Internet de l'IFIP, www.ifip.asso.fr, rubrique « Résultats des élevages ».

Une conjoncture très défavorable

Aliment : les prix explosent

La hausse du prix de l'aliment s'est amorcée au deuxième semestre 2006 et poursuivie au premier semestre de l'année 2007. Mais, avec une flambée de 36 %, le deuxième semestre a vu les prix grimper bien au-delà des niveaux observés depuis de nombreuses années (Figure 1). Sur l'ensemble de l'année, la facture augmente douloureusement, de 25 % par rapport à 2006 (Tableau 1).



Les baisses des récoltes céréalières dans plusieurs bassins de production mondiaux (Etats-Unis, Canada, UE, Ukraine) ont, comme en 2006, réduit les disponibilités et creusé la baisse des stocks mondiaux de blé. L'augmentation de la demande, pour l'alimentation humaine et animale, comme pour les biocarburants (surtout aux Etats-Unis) et les prises de position massives des investisseurs financiers sur les marchés des matières premières ont porté les cours internationaux à des niveaux record.

Dans l'UE, la baisse des stocks et le recul des récoltes de blé et de maïs ont réduit les disponibilités céréalières. Pour pallier ce recul, l'UE a multiplié par trois ses importations de céréales fourragères (maïs sud-américains, sorgho des Etats-Unis) qui ont de loin dépassé les exportations. En France, la baisse des volumes de blé a été tempérée par une progression de la production du maïs.

Mais le renchérissement des cours est considérable : +64 % en évolution annuelle au deuxième semestre 2007 pour le blé, + 61 % pour le maïs.

La progression du prix du tourteau de soja, de 41 % sur cette période, malgré l'effet modérateur de l'appréciation de l'euro face au dollar (+9 %), a aussi tiré l'aliment à la hausse.

La baisse de la récolte de soja aux Etats-Unis, le tassement des autres oléagineux, ont réduit les disponibilités mondiales et les stocks.

La progression de la demande internationale, l'influence des marchés céréalières, ont aussi fait grimper les cours.

Prix du porc trop bas

Le prix du porc perçu en moyenne par les éleveurs français s'est établi à 1,27 €/kg, en baisse de 8 % par rapport à 2006 (Tableau 1, Figure 2). La bonne conjoncture des années précédentes a conduit à un développement de la production porcine de l'UE à 25 : entre 2006 et 2007, elle s'est accrue de 4 % (la Roumanie et la Bulgarie étant exclues pour chacune des deux années). En 2007, la croissance de la production a été très



Résumé

En moyenne sur 2007, le prix d'achat de l'aliment a augmenté de 23 %, quand le prix de vente du porc a baissé de 8 %.

Par conséquent, les niveaux de marge sur coût alimentaire et renouvellement se sont fortement réduits, de 31 % chez les naisseurs-engraisseurs.

Les performances techniques ont poursuivi leur amélioration, mais l'impact sur les résultats est minimisé du fait de la médiocrité de la conjoncture.

Les coûts de revient culminent à des valeurs proches de celles rencontrées lors de la crise de 1997-98, grevant fortement le revenu de l'éleveur.

La conjoncture ne s'étant pas améliorée au premier semestre 2008, la situation reste très préoccupante pour un grand nombre d'éleveurs.

Financement de l'Office de l'Elevage, INAPORC et CASDAR.

Alexia AUBRY

Tableau 1 : Evolution du prix du porc et de l'aliment

	2006	2007	Evolution 2007/2006
Prix du porc (€/kg carcasse) ⁽¹⁾	1,393	1,277	-8,3 %
Prix de vente du porcelet au sevrage (/unité)	35,1	31,9	-9,1 %
Prix moyen d'achat de l'aliment (€/tonne)			
- tous aliments	169	208	+23,1 %
- aliment porcs charcutiers	154	193	+25,3 %
- aliment porcelets	251	287	+14,3 %
- aliment reproducteurs	168	207	+23,2 %

⁽¹⁾ Perçu par les naisseurs-engraisseurs ; ⁽²⁾ Perçu par les naisseurs vente au sevrage

⁽³⁾ consommé chez les naisseurs-engraisseurs

Source : IFIP GTE

Des marges en forte baisse

Marges en baisse dans toutes les orientations d'élevage

Les marges sur coût alimentaire et renouvellement ont fortement baissé en 2007. Elles atteignent 852 €/troupe présente/an chez les naisseurs-engraisseurs (-31 %), 340 €/troupe présente/an chez les naisseurs vente au sevrage (-17 %), et 16 €/porc entré chez les post-sevrageurs engraisseurs (-47 %). Les niveaux obtenus frisent ceux de 2002-2003 (Figure 3). La hausse du prix de l'aliment explique en grande partie cette dégradation, aggravée par une baisse des cours du porc sur la même période.

Hausse des charges alimentaires et baisse du produit

Le prix des aliments consommés en moyenne dans les élevages naisseurs-engraisseurs atteint 208 €/tonne sur l'année 2007, et remonte ainsi brutalement au niveau de 1993 (Figure 4). En parallèle, le prix du porc charcutier payé aux éleveurs (référence naisseurs-engraisseurs) s'est établi à 1,277 €/kg carcasse, soit 0,116 € de moins qu'en 2006 (-8 %), pour retrouver une valeur proche de

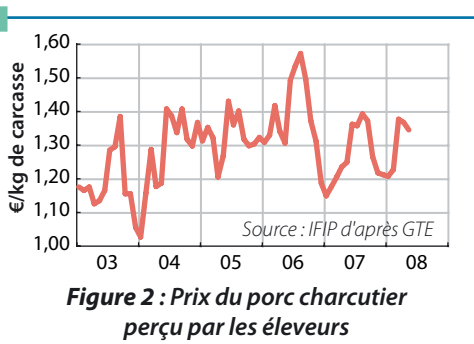


Figure 2 : Prix du porc charcutier perçu par les éleveurs

forte en Espagne (proche de +9 %), au Danemark (+6 %), en Allemagne (+5 %) et au Royaume-Uni (+5 %). Elle a été plus modérée en France (+1 %), aux Pays-Bas (+2 %) et en Italie (+2 %). En Pologne, après une très forte croissance en 2005/06, la production a commencé à faiblir dans la seconde moitié de l'année 2007, pour une baisse totale de 1 % dans l'année. Ces huit pays produisent chacun plus de 10 millions de porcs par an et regroupent 80 % de la production totale de l'UE.

Un effondrement plus important des prix a été évité grâce à la bonne tenue de la demande :

• La consommation européenne a progressé de 1,3 % en un an, avec une diversité selon les pays. Les pays de l'Est de l'Europe, se distinguent par une consommation en plus forte hausse, due à la progression du pouvoir d'achat dans ces pays.

Les fortes disponibilités ont stimulé la demande en viande de porc, favorisée au détail par son prix compétitif relativement aux autres viandes.

• Après une première moitié d'année plutôt modeste, l'exportation européenne vers les pays tiers s'est bien portée au deuxième semestre, malgré une perte de compétitivité sur le marché international, en bonne partie due à la force de l'euro. En fin d'année, les restitutions, ou aides à l'exportation, mises en place par la Commission, ont permis de soutenir les ventes.

La forte baisse des marges s'explique par la hausse du prix de l'aliment et la baisse des cours du porc sur la même période.

Source des données analysées

Les chaînes de Gestion Technique des Troupeaux de Truies (GTTT) et de Gestion Technico-Economique (GTE) gérées par l'IFIP ont été alimentées en 2007 par 46 % des élevages français de plus de 49 truies, en relative stabilité par rapport à 2006. Parmi les élevages retenus pour les références après les différentes phases de contrôles de données, on dispose de 2823 élevages en GTTT (+23 élevages) et de 1914 naisseurs-engraisseurs en GTE (+2 élevages). Ces élevages sont de plus en plus grands, avec 192,8 truies présentes en GTTT contre 180,6 en 2006, et 403 portées sevrées par élevage (+27 portées par rapport à 2006).

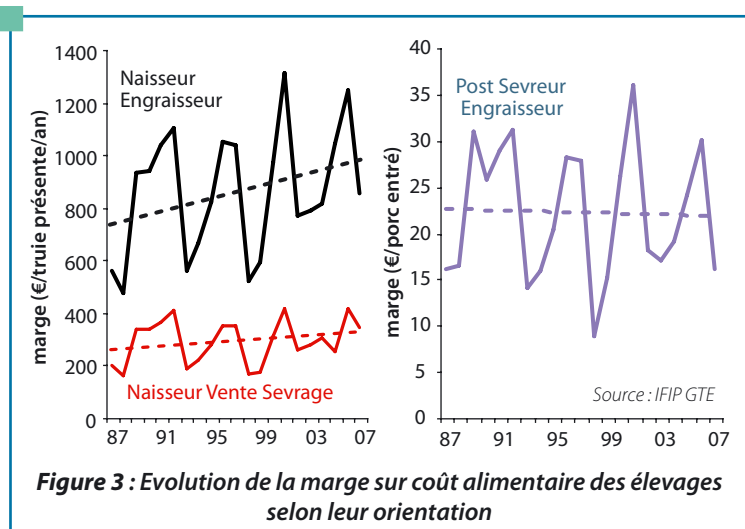


Figure 3 : Evolution de la marge sur coût alimentaire des élevages selon leur orientation

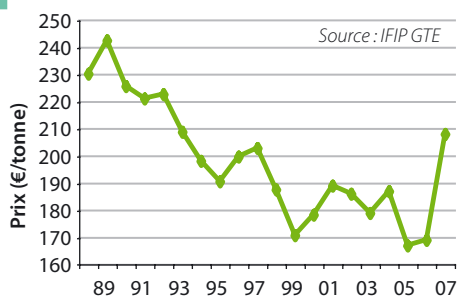


Figure 4 : Evolution du prix de l'aliment consommé par les naisseurs-engraisseurs

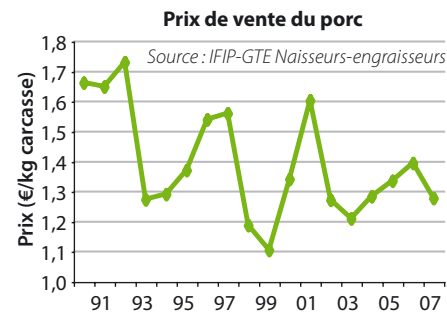
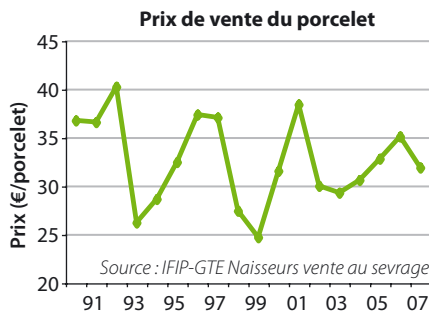


Figure 5 : Evolution du prix de vente du porc et du porcelet

celle de 2004 (Figure 5). La baisse est également très marquée chez les naisseurs vente au sevrage qui connaissent une baisse de 9 % du prix de vente du porcelet, à 31,9 € (Figure 5).

Pour les post-sevrageurs engraisseurs, la chute du prix d'achat du porcelet a compensé une partie de la hausse du prix de l'aliment au niveau des charges. Mais ils subissent néanmoins également de plein fouet la baisse du prix de vente du porc.

Pourtant les performances techniques sont au rendez-vous

La productivité des truies au sevrage augmente de 0,3 porcelet en 2007 pour atteindre 27,0 porcelets sevrés par truie productive et par an chez les éleveurs suivis en GTTT. Cette progression s'explique d'une part par l'évolution de la taille de portée au sevrage qui avec 11,0 porcelets sevrés, gagne 0,2 porcelet par rapport à 2006, sous l'effet des légères améliorations de la prolificité et des pertes avant sevrage. D'autre part, la productivité bénéficie de l'accélération du rythme de reproduction moyen des élevages, avec un intervalle entre mises bas (IMB) moyen qui baisse de 0,2 jour en 2007, à 148,5 jours, soit 3,1 jours de moins en dix ans. Cette diminution récente de l'IMB résulte de la réduction de l'Intervalle Sevrage-Saillie Fécondante, mais aussi du raccourcissement de l'âge moyen

au sevrage dans les élevages, qui passe de 26,6 à 24,7 jours en dix ans (Figure 6), avec des élevages de plus en plus nombreux à pratiquer des conduites avec sevrage à 21 jours (26 % des élevages suivis en 2007).

Les taux de pertes en post-sevrage et engraissement poursuivent leur réduction, entamée en 2003, et retrouvent des niveaux proches de ceux de 1996, année d'apparition de la MAP, avec 2,2 % en post-sevrage et 4,0 % en engraissement (Figure 7).

Cette embellie de la maîtrise sanitaire conforte la bonne productivité des truies au sevrage sur le reste de l'élevage, et permet d'atteindre 21,2 porcs produits par truie présente et par an chez les naisseurs-engraisseurs, soit 0,4 porc produit de plus par rapport à 2006.

Cette meilleure productivité contribue à augmenter le nombre de kilos produits dans les élevages, et donc la marge obtenue. Mais ces kilos sont trop faiblement rémunérés en 2007 pour redresser suffisamment le niveau de marge. Par ailleurs, les performances de croissance se sont légèrement améliorées par rapport à 2006, avec un GMQ de 678 g/jour entre 8 et 115 kg, à 186 jours. Les indices de consommation sont restés stables, à 2,64 kg/kg entre 8 et 115 kg chez les naisseurs-engraisseurs. Sous

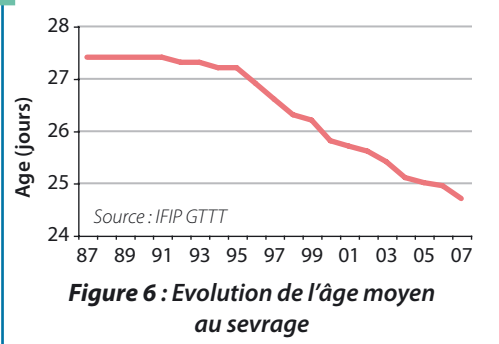


Figure 6 : Evolution de l'âge moyen au sevrage

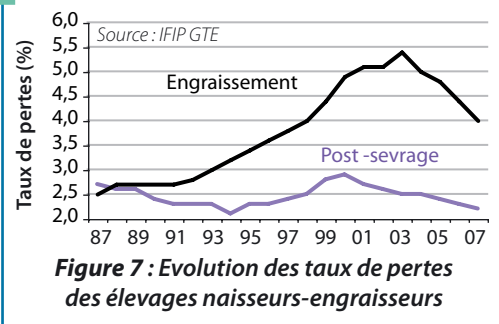


Figure 7 : Evolution des taux de pertes des élevages naisseurs-engraisseurs

l'effet de l'amélioration de la productivité, l'indice de consommation global s'est réduit légèrement en 2007 pour passer sous le seuil des 3,00 points, à 2,98 kg/kg, mais n'a pas permis de compenser la forte hausse du prix de l'aliment. De fait, le coût alimentaire du kilo de croit s'est élevé à 0,622 €, en augmentation de 22 % par rapport à 2006.

La variabilité des résultats est importante

Autour de résultats économiques médiocres pour l'année 2007, la variabilité entre les élevages demeure importante et souligne des situations extrêmes.

Les kilos produits en plus sont trop faiblement rémunérés en 2007 pour redresser suffisamment le niveau de marge.

Les années de mauvaise conjoncture, comme 2007, la maîtrise de l'Indice de Consommation pèse davantage sur la marge.

Explication de la variabilité entre tiers supérieur et inférieur

En triant les élevages naisseurs-engraisseurs selon la marge sur coût alimentaire et renouvellement, on distingue deux groupes opposés : les élevages du tiers supérieur, disposant des meilleures marges, et les élevages du tiers inférieur, avec les marges les moins élevées. Le tiers supérieur des élevages naisseurs-engraisseurs dégage en 2007 une marge moyenne de 1098 €/truite présente/an, soit 246 € de plus que l'ensemble des naisseurs-engraisseurs (+29 %), et 490 € de plus que les élevages du tiers inférieur (+81 %). L'analyse des écarts, au niveau des principaux critères techniques et économiques entrant dans le calcul de la marge sur coût alimentaire et renouvellement, permet d'expliquer ces situations extrêmes, et de peser l'impact de chaque critère sur la marge, motivant ainsi les efforts à mettre en place (Badouard, 2004). Le demi camembert ci-contre récapitule l'analyse des écarts de marge entre ces deux groupes extrêmes (Figure 8).

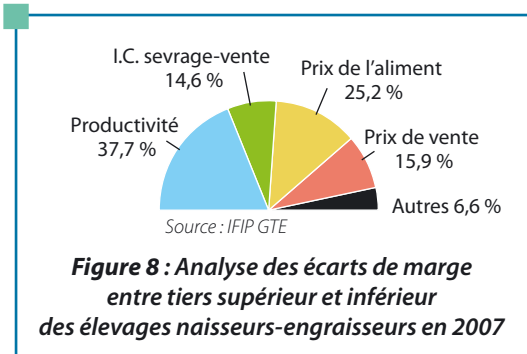


Figure 8 : Analyse des écarts de marge entre tiers supérieur et inférieur des élevages naisseurs-engraisseurs en 2007

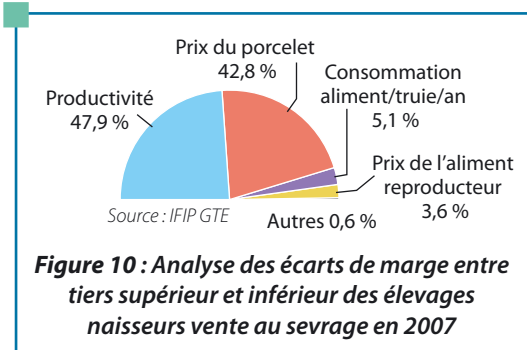


Figure 10 : Analyse des écarts de marge entre tiers supérieur et inférieur des élevages naisseurs vente au sevrage en 2007

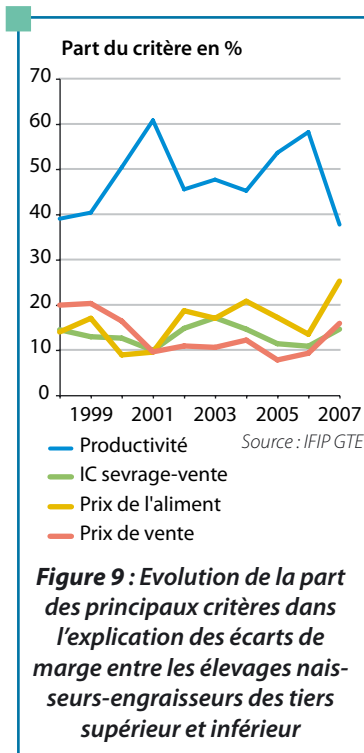


Figure 9 : Evolution de la part des principaux critères dans l'explication des écarts de marge entre les élevages naisseurs-engraisseurs des tiers supérieur et inférieur

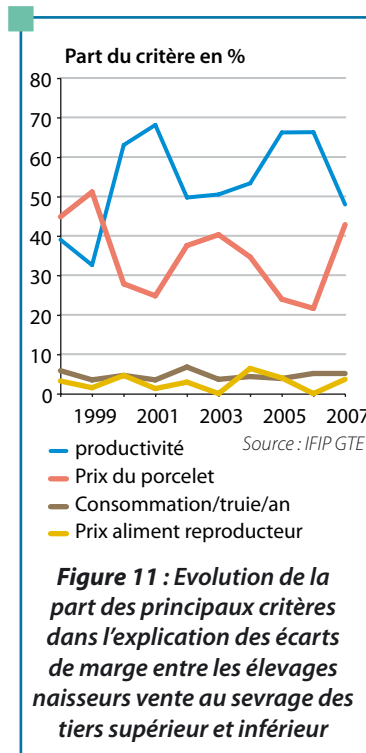


Figure 11 : Evolution de la part des principaux critères dans l'explication des écarts de marge entre les élevages naisseurs vente au sevrage des tiers supérieur et inférieur

Ainsi, en 2007, l'écart de marge de 490 € entre les tiers supérieur et inférieur des élevages s'explique à 37,7 % par l'écart de productivité entre les deux groupes, lequel s'élève à 3,4 porcs produits/truie présente/an. Cette part était de 58,2 % en 2006. Par contre, la part de l'indice de consommation s'est élevée à 14,6 %, contre 10,8 % en 2006. Les années de bonne conjoncture, avec prix aliment modéré et prix du porc relativement élevé, comme c'était le cas en 2001 et en 2006, une amélioration de la productivité a un effet positif fort sur le produit et donc la marge (Figure 9).

Par contre, les années de mauvaise conjoncture, comme 2007 ou les années 1998-1999, les fortes productivités ne permettent pas à elles seules d'obtenir les marges les plus élevées. La maîtrise de l'indice de consommation prend alors plus de poids dans l'explication de l'écart de marge entre les groupes. Ces années-là, les écarts de prix d'aliment ou de prix du porc pèsent eux aussi davantage. Les éleveurs qui ont pu saisir l'opportunité de vendre plus cher les

porcs ou d'acheter moins cher l'aliment tirent mieux leur épingle du jeu.

Chez les naisseurs vente au sevrage, l'écart entre les élevages des tiers supérieur et inférieur est tout aussi marqué, puisque avec 488 €/truite présente/an, les meilleurs disposent d'une marge sur coût alimentaire supérieure de 285 € à celle des moins bons. Comme chez les naisseurs-engraisseurs, l'explication de l'écart de marge varie selon les années : en 2007, l'écart de productivité entre les deux groupes (4,4 porcs produits/truie présente/an) n'explique que 47,9 % de l'écart de marge, contre 66,3 % en 2006 (Figure 10).

En revanche, l'écart de prix de vente du porcelet a eu un impact plus important, comme pour les années 2002-2003, en raison des cours médiocres (Figure 11). Améliorer sa productivité permet toujours d'améliorer son niveau de marge, mais presque autant en proportion que de disposer d'un prix de vente supérieur, alors que l'éleveur dispose de moins de leviers d'actions sur ce critère.

Gains attendus pour une amélioration des critères techniques

Le tableau 2 présente le gain de marge sur coût alimentaire et renouvellement obtenu pour l'amélioration de différents critères techniques (Badouard et Pellois 2007).

Selon la conjoncture, l'incidence économique de l'amélioration d'un critère technique varie. L'année 2007 étant marquée par un prix de l'aliment élevé et un prix du porc moyen, ce sont surtout les améliorations des critères relatifs à l'efficacité de l'aliment qui ont permis de gagner en marge. Effectivement, produire un porc en plus n'a rapporté que 53 €/truite présente/an en 2007 et seulement 36 € au premier trimestre 2008, contre 75 € en 2006. Réduire son indice de consommation de 0,1 point a rapporté davantage que l'amélioration de la productivité début 2008 (+68 €/truite présente/an). Ces écarts de marge ne sont pas cumulables, du fait des liaisons existant entre les critères. Dans les conditions de l'année 2007, les meilleurs élevages en terme de productivité ont proportionnellement moins gagné en marge qu'en 2006, contrairement à ceux maîtrisant le mieux l'indice

de consommation. Néanmoins, il est nécessaire de maintenir l'effort sur la productivité pour bénéficier de son incidence sur la marge dès que la conjoncture redeviendra favorable.

Variabilité entre régions : des profils d'élevages différents

Une forte diversité régionale est observable, avec des marges sur coût alimentaire et renouvellement s'étalant entre 666 et 919 €/truite présente/an.

Parmi les régions dégageant les meilleures marges, on trouve d'une part celles bénéficiant des prix d'aliment les plus faibles, comme la Picardie et Champagne-Ardenne, qui fabriquent en grande partie leur aliment à la ferme ou utilisent des co-produits, avec un prix d'aliment à 190 €/tonne (Figure 13). D'autre part, aux premières places se trouvent les régions dont les performances techniques sont parmi les meilleures, comme la Bretagne et la Haute-Normandie, avec à la fois une bonne productivité (21,8 et 21,3 porcs produits/truite présente/an) et un bon indice de consommation global (2,94) (Figure 12). Champagne-Ardenne profite à la fois d'un coût alimentaire faible et

Tableau 2 : Incidence économique de l'amélioration d'un critère technique

Pour une amélioration de	L'écart de marge est de €/truite présente/an		
	2008*	2007	2006
+ 1 porc vendu/truite/an	35	53	75
-0,1 IC global	68	51	41
-0,1 IC engraissement	45	34	27
-0,1 IC post-sevrage	20	15	13
-1 ct d'€/kg aliment	72	72	72
+1 point TMP	44	44	43
+5 % dans la gamme	12	12	12
-10 jours d'âge à la vente	31	31	31
-1 % pertes engraissement	15	17	20
-1 % pertes post-sevrage	8	12	16

*estimation au 1^{er} trimestre 2008

Source : Badouard et Pellois 2007

de bonnes performances techniques. Les élevages de Bourgogne valorisent relativement bien leurs porcs et ont une bonne maîtrise de l'indice de consommation.

Les régions dégageant les plus bas niveaux de marge sont pénalisées par un prix de l'aliment élevé, comme l'Auvergne (224 €/tonne) et le Limousin (232 €/tonne), éloignées des zones céréalières, et Midi-Pyrénées (219 €/tonne), souvent aggravé par la mauvaise maîtrise de l'indice de consommation global, qui dépasse 3,15 kg/kg en Limousin et Midi-Pyrénées.

Les régions bénéficiant des meilleures marges disposent des prix d'aliment les plus faibles, et/ou des meilleures performances techniques.

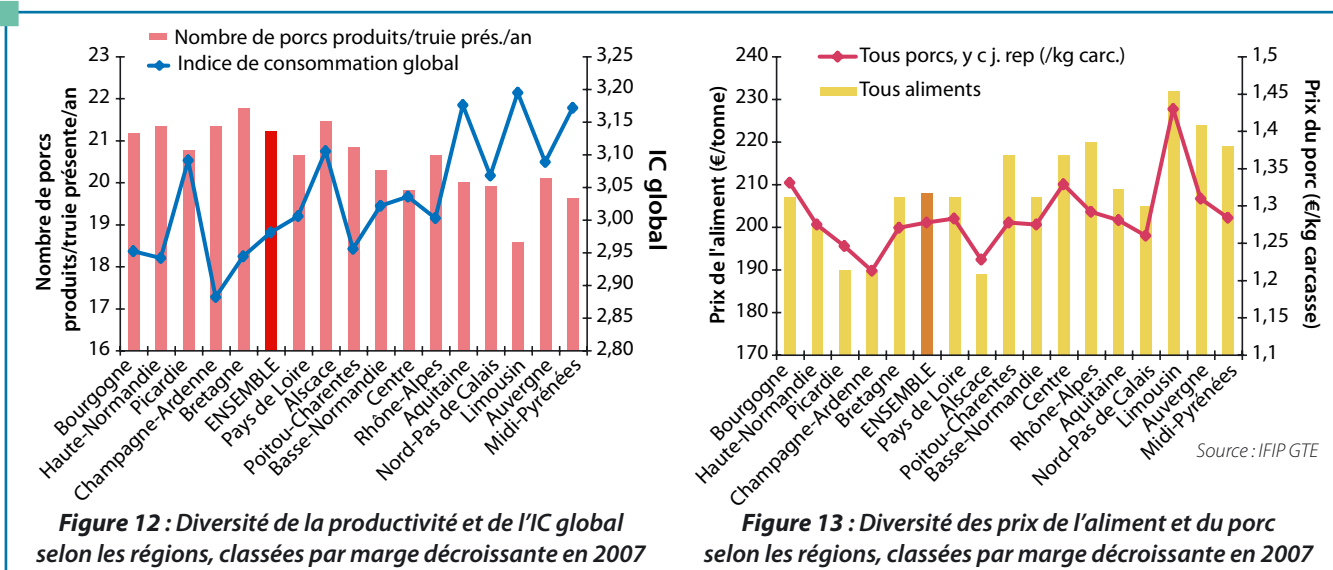


Tableau 3 : Les résultats des maternités collectives en 2007

	Maternités collectives	Naisseur vente au sevrage	
		Ensemble	Tiers supérieur*
Nombre d'élevages	25	196	64
Nombre de truies présentes	664,1	233,7	409,0
Nombre de porcs produits/truie présente/an	23,8	21,6	23,7
Prix tous aliments (€/tonne)	236	228	227
Prix de vente du porcelet au sevrage (€/porcelet)	35,8	31,9	35,1
Marge sur coût alimentaire et renouvellement (€/truie présente/an)	490	340	488

* élevages triés selon la marge sur coût alimentaire et renouvellement.

Source : IFIP-GTE

Le prix de vente du porcelet issu des maternités collectives est plus proche du coût de revient que du prix de marché.

La part des charges alimentaires dans le coût de revient est passée de 58 à 62 % chez les naisseurs-engraisseurs.

Variabilité liée au type de production : des choix de gestion

Les maternités collectives disposent de résultats du même niveau que ceux des 33 % meilleurs naisseurs vente au sevrage (Tableau 3). Leur marge s'élève à 490 €/truie présente/an, soit 150 € de plus que l'ensemble des naisseurs. Cette meilleure santé s'explique par davantage de porcelets produits (+2,2 porcs produits/truie présente/an, à 23,8), lesquels sont de plus mieux valorisés, à 35,8 €/unité contre 31,9 € pour l'ensemble des naisseurs. Ce prix de vente du porcelet est plus un prix de cession et correspond pour la majorité des maternités collectives au coût de revient du porcelet, et non pas au prix de marché.

Les maternités collectives sont des élevages de grande taille, 664 truies présentes en moyenne contre 234 chez les naisseurs vente au sevrage, et supportent des charges de main d'œuvre et d'amortissement et frais financiers importantes, répercutées dans le prix de vente du porcelet.

Les résultats des post-sevreurs engraisseurs sont variables selon leur mode d'approvisionnement en porcelets. Les élevages liés à une maternité collective disposent de meilleures performances techniques, en particulier des taux de pertes entre le sevrage et la vente inférieurs à la moyenne

des post-sevreurs engraisseurs, avec 5,5 % contre 6,2 %, et un indice de consommation 8-115kg légèrement meilleur. Mais ces élevages connaissent un prix d'achat du porcelet de 37,2 €, soit une valeur bien plus élevée que celle des élevages achetant leurs porcelets en lien direct avec un naisseur (33,9 €/porcelet) ou sur le marché (33,3 €/porcelet). Ceci pénalise en 2007 leur marge sur coût alimentaire, qui ne dépasse pas 13 €/porc entré, contre 16 pour l'ensemble des post-sevreurs engraisseurs. Pour ces élevages comme pour les maternités collectives, les niveaux de marge reflètent moins les conditions de marché que les choix de gestion de l'entreprise : valoriser les porcelets à leur coût de revient permet d'assurer à la maternité collective un résultat d'exploitation équilibré quel que soit le prix du marché. Selon la conjoncture, le post-sevreur engraisseur est avantagé ou désavantagé par rapport aux élevages s'approvisionnant en dehors des maternités collectives.

Les élevages fabricant plus de 80 % de leur aliment à la ferme disposent de charges alimentaires moins élevées que ceux achetant plus de 80 % d'aliment industriel, du fait d'un prix de l'aliment inférieur : 201 €/tonne pour les FAFeurs contre 211 €/tonne pour les autres. Néanmoins, la variabilité est plus importante au sein du groupe des fabricants d'aliment, avec un écart-type de 23

€ quand il n'est que de 15 € pour les autres éleveurs. Cette variabilité s'explique par la forte hausse du prix des matières premières après la récolte de juillet 2007, qui a pu conduire les éleveurs à acheter leurs céréales dans des conditions très différentes selon le moment où ont été conclues les transactions, qu'il s'agisse de cessions internes, d'achats dans le voisinage ou sur les marchés. En moyenne sur l'année 2007, le coût de revient de l'aliment total fabriqué par les naisseurs-engraisseurs a fortement augmenté pour atteindre 197,3 €/tonne, contre 158,5 €/tonne en 2006.

Les coûts de revient explosent

Part prépondérante des charges alimentaires

Du fait de la hausse du prix de l'aliment, le coût de revient des éleveurs a littéralement explosé en 2007. Toutes les orientations d'élevage sont touchées, et plus particulièrement celles consommant beaucoup d'aliment : la part du poste aliment dans le coût de revient est passée en un an de 58 à 62 % chez les naisseurs-engraisseurs, et de 45 à 50 % chez les post-sevreurs engraisseurs.

Le montant des charges alimentaires des naisseurs-engraisseurs atteint 0,863 €/kg carcasse, dépassant ainsi celui de 1997 (Figure 14), et le coût de revient, à

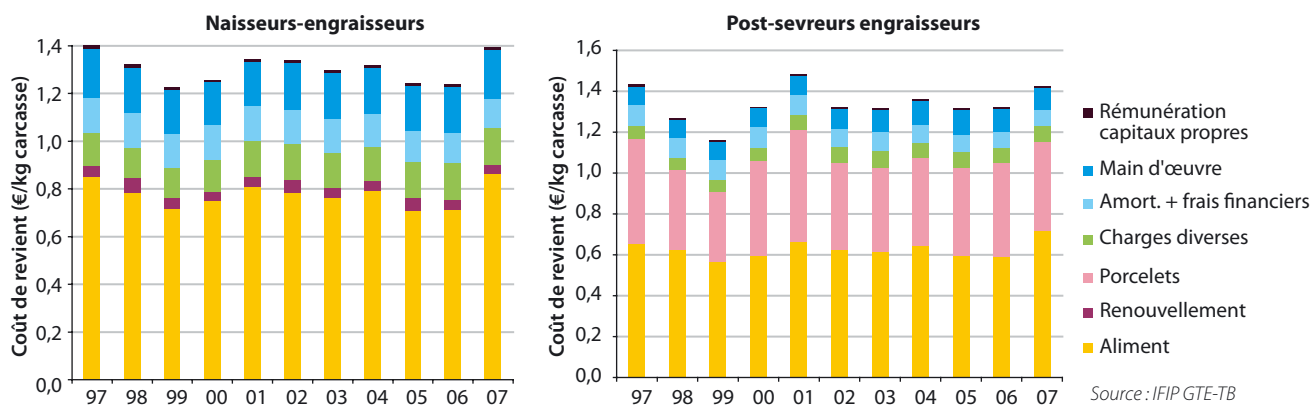


Figure 14 : Evolution du coût de revient chez les naisseurs-engraisseurs et les post-sevreur engraisseurs en 2007

1,393 €/kg carcasse, frôle la barre des 1,400 €, dépassée il y a dix ans. L'augmentation des charges alimentaires (+0,150 €/kg carcasse) est quasiment responsable à elle seule de la hausse de 0,155 € du coût de revient puisque les autres postes sont restés relativement stables. On peut toutefois noter une légère augmentation des charges de main d'œuvre (+0,011 €/kg carcasse).

Chez les post-sevreur engraisseurs, le coût de revient a augmenté de 0,103 €, pour atteindre 1,425 €/kg carcasse (+8 %), valeur proche des niveaux élevés de 1997 et 2001 (Figure 14). Là encore, la hausse du poste aliment (+0,123 €) contribue largement à dégrader le coût de revient, mais celle-ci est néanmoins légèrement contrebalancée par la baisse des charges porcelets (-0,018 €/kg carcasse).

Les élevages naisseurs vente au sevrage connaissent une dégradation moins marquée du coût de revient, qui passe de 37,1 à 37,9 €/porcelet en un an, soit une hausse de 2 %. Dans ces élevages moins consommateurs d'aliment, les charges alimentaires représentent 38 % du coût de revient en 2007, et augmentent de 1,4 €/porcelet par rapport à 2006. Les charges de main d'œuvre, qui représentent 27 % du coût de revient, pèsent davantage dans ce type d'élevage, et leur baisse de 0,6 €/porcelet en 2007 contribue à modérer la hausse du coût de revient.

Résultat négatif

Avec de tels niveaux de coûts de revient, le prix payé aux éleveurs génère des pertes très importantes, en moyenne pour 2007 de 0,108 € par kilo de carcasse pour

les naisseurs-engraisseurs, soit un déficit de 194 € par truie présente et par an. De fait, avec un prix moyen de vente à 1,277 €/kg carcasse, près de 80 % des élevages perdent de l'argent à chaque porc vendu (Figure 15). Au dernier trimestre 2007 et au premier trimestre 2008 néanmoins, périodes où le coût de revient était au plus fort autour des 1,600 €/kg carcasse avec un prix du porc encore bas, on estime que l'ensemble des éleveurs a perdu de l'argent.

Chez les post-sevreur engraisseurs, la situation est tout aussi dramatique, puisque le coût de revient fait face à un prix moyen de vente de 1,270 €/kg carcasse, générant un résultat net largement négatif, à -0,155 €/kg carcasse. Seulement 10 % des élevages parviennent à réaliser un résultat positif en moyenne sur l'année.

Le prix du porc payé aux éleveurs en 2007 génère des pertes très importantes.

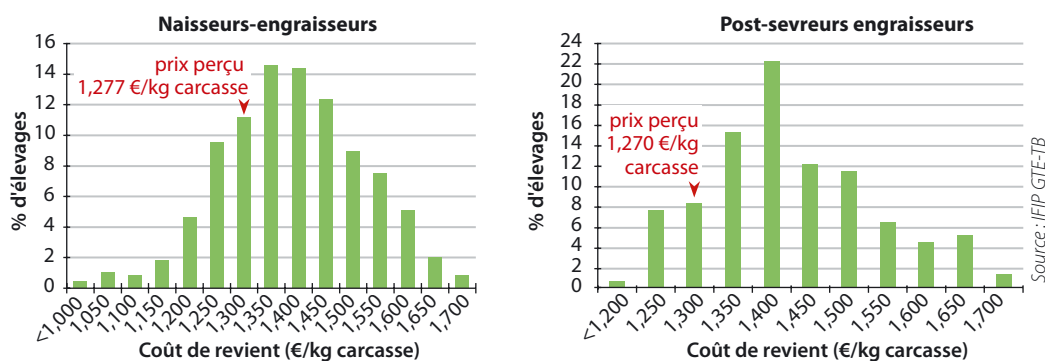


Figure 15 : Distribution du coût de revient des naisseurs-engraisseurs et des post-sevreur engraisseurs en 2007

Quant aux naisseurs vente au sevrage, même si le coût de revient n'augmente « que » de 2 %, leur résultat est fortement pénalisé par le prix de vente du porcelet, et atteint -5,9 €/porcelet.

La situation financière devient exécrable

Des revenus en forte baisse

Le revenu de l'éleveur¹ atteint, en moyenne en 2007, 179 €/truite présente/an pour les naisseurs-engraisseurs, soit une baisse de 376 € par rapport à 2006 (-68 %). L'année 2007 signe un retour aux faibles niveaux de 2002-2003, avec des baisses marquées du revenu par rapport à 2006 dans toutes les orientations d'élevage (Figure 16). En moyenne sur les dix dernières années, le revenu de l'éleveur s'élève à 311 €/truite présente/an chez les naisseurs-engraisseurs, à 114 €/truite présente/an chez les naisseurs vente au sevrage et à 6,9 €/porc entré chez les post-sevrageurs engraisseurs.

Une rentabilité souvent négative

La rentabilité économique des élevages² chute en 2007 pour atteindre des valeurs nulles ou négatives (Figure 17). Néanmoins, globalement sur les dix dernières années, la rentabilité de l'activité reste positive, de 10 % pour les naisseurs-engraisseurs et de 6 % pour les post-sevrageurs engraisseurs ; elle est négative de 2 % pour les naisseurs vente au sevrage.

Perspectives 2008

Aliment : toujours cher

Toujours à des niveaux très élevés au premier trimestre 2008, les cours des céréales ont ensuite amorcé un repli. Le maintien d'un courant élevé d'importations sur le marché européen, la révision à la baisse des exportations françaises et la nette reprise attendue des récoltes céréalières en 2008 ont poussé dans ce sens.

En revanche, les cours des protéines ont continué leur course à la hausse. En effet, la faible progression des récoltes de soja en Amérique du sud et l'étroitesse des disponibilités ont tiré les cours des graines oléagineuses vers des niveaux record. Du côté des tourteaux, offre réduite et demande active ont accru les tensions. Le prix de l'aliment a ainsi encore gagné du terrain début 2008, répercutant les hausses des matières premières observées depuis le début de la campagne en juillet 2007.

La restauration des récoltes de blé de l'UE et des principaux grands producteurs et exportateurs mondiaux apportera un reflux des cours du blé au deuxième semestre 2008, si les conditions climatiques ne viennent pas, cette année encore, détériorer la donne. Mais le mouvement sera amorti par la fermeté des cours mondiaux des céréales fourragères : les cours du maïs sont en hausse sensible aux Etats-Unis, soutenant ceux du soja. Le niveau réduit des stocks mondiaux de céréales comme d'oléagineux rend ainsi encore fragiles les perspectives de détente en fin d'année.

Selon les éléments dont on disposait en juin 2008, le prix de l'aliment resterait ainsi en 2008 très sensiblement au dessus de la tendance des dernières années.

Prévisions du prix du porc

Les fortes pertes subies par les producteurs de l'UE, dans la deuxième moitié de 2007 et au début de 2008, sont porteuses d'une diminution de la production. Déjà visible sur le cheptel des reproducteurs en fin d'année 2007, cette évolution s'est accélérée dans la première moitié de 2008, les effectifs de truies danoises, polonaises, hongroises et tchèques subissant d'importantes diminutions au printemps.

¹Revenu de l'éleveur = total de la rémunération de la main d'œuvre familiale et des capitaux propres, et des profits

²La rentabilité économique est calculée en Tableau de Bord à partir du résultat net (profit ou perte) augmenté de la rémunération des capitaux propres et des frais financiers, rapporté à la somme des immobilisations et des stocks

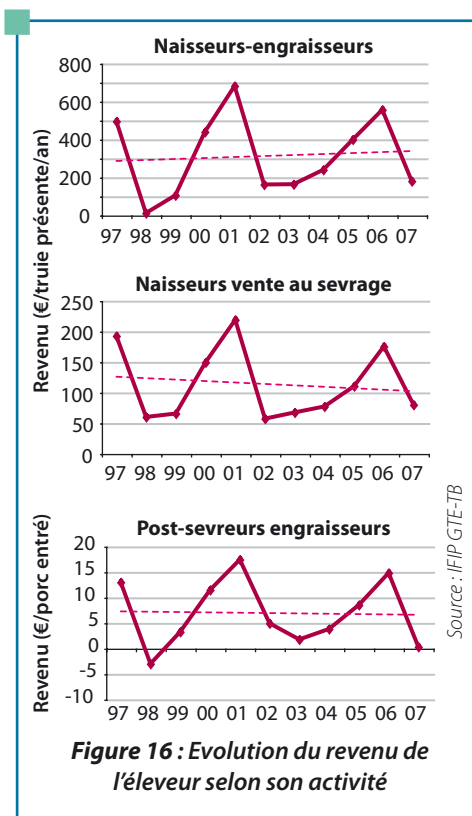


Figure 16 : Evolution du revenu de l'éleveur selon son activité

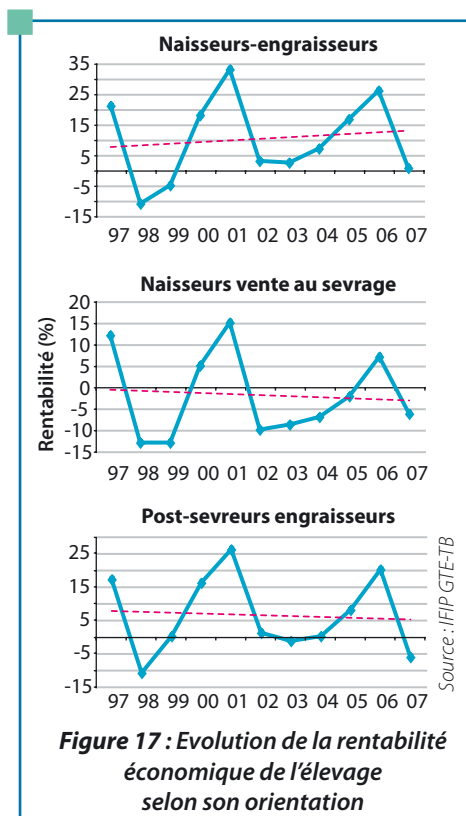


Figure 17 : Evolution de la rentabilité économique de l'élevage selon son orientation

La situation financière des élevages fragilisée

L'évolution de la conjoncture porcine se traduit dans la situation financière des exploitations porcines spécialisées. Deux critères majeurs permettent de mesurer la situation : le taux d'endettement et la trésorerie.

En période de crise, le taux d'endettement grimpe à plus de 80 %. Il tend à redescendre vers 70 % en période favorable.

Fin 2007, l'endettement des exploitations grimpe déjà à 79 %, soit une progression de 10 points en un an. La crise sur les matières premières n'a impacté que partiellement les résultats de 2007. Au cours du premier semestre 2008, la situation financière va se rapprocher de celle de 2003/2004.

Derrière les moyennes, les écarts sont importants. Une exploitation sur cinq est déjà à plus de 100 % d'endettement pour les clôtures comptables de fin d'année 2007. Leur proportion double en un an.

A l'opposé, une partie des exploitations présente une forte capacité de résistance aux crises avec un taux d'endettement à moins de 60 % pour près de 25 % des exploitations fin 2007.

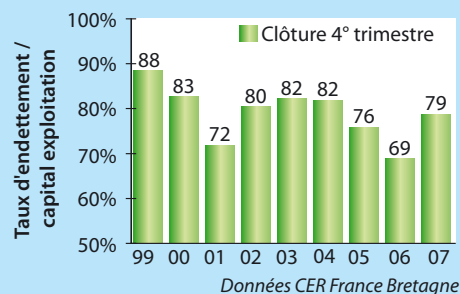
Les variations de trésorerie sont le reflet direct de la conjoncture porcine. Fin 2007, elle s'est fortement dégradée. En période favorable, la trésorerie nette globale (TNG = solde entre les créances+disponible et les dettes à court terme) se situe à - 450 €/truite soit au dessus du seuil de l'ouverture de crédit (OC) classique accordée par les banques à près de 600-650 €/truite.

La TNG moyenne franchit largement ce seuil pour les clôtures de fin 2007 à - 740 €/truite. Les dettes à court terme progressent de 260 €/truite en un an. Un éleveur sur trois est déjà en dessous de - 900 €/truite ! La situation va continuer à se détériorer au premier semestre 2008. Sans amélioration de conjoncture au 2nd semestre, le niveau des pertes en deux ans pourrait se rapprocher de celui de la crise de 1998/1999 qui a longtemps laissé des traces dans les trésoreries.

La crise aborde donc un tournant décisif au cours de l'été 2008. Soit on stoppe l'hémorragie pour revenir progressivement dans le vert soit on bascule dans le rouge ! Un équilibre est à retrouver entre le prix du porc et le prix de l'aliment. Si les coûts de revient devaient rester élevés dans la durée, tous les espoirs se placent dans une évolution marquée à la hausse sur le prix du porc.

Pour l'instant cette crise vient de nouveau interrompre la reprise de l'investissement qui se dessinait depuis la fin 2004.

Georges Douguet de CER France - Bretagne



Au cours du premier semestre 2008, l'orientation du prix du porc était à la hausse, même si celle-ci a subi des interruptions. Les prévisions de juin 2008 laissaient espérer que le prix de vente des porcs pourrait rattraper le coût de revient dans le courant de l'été. Toutefois le léger bénéfice obtenu au second semestre de 2008 ne devrait pas suffire à compenser,

pour la moyenne des élevages, les pertes accumulées au premier.

Des baisses de productions plus sensibles, survenant en 2009, seraient de nature à accélérer la hausse des cours du porc et le rétablissement de la situation financière des élevages.

Dans cette attente, l'attention aux résultats techniques doit être sou-

tenue, pour mieux rebondir dès que la conjoncture le permettra.

Le nécessaire effort de technicité des éleveurs ne va pas sans un bon entretien des bâtiments d'élevage. On sait que le parc français a des besoins, difficiles à satisfaire en ces temps de crise, mais à privilégier dès que la situation s'améliorera. ■

Contact :

alexia.aubry@ifip.asso.fr

Références bibliographiques

- Badouard B., Pellois H., 2008. Calcul de l'écart de marge en €/Truite/an pour une variation de résultat technico-économique. IFIP.
- Badouard B., 2004. Comment analyser les écarts de résultats entre les élevages? Techniporc, Vol 28 N°1.
- IFIP 2008, Porc Performances 2007 (Edition 2008), IFIP éditions.



Code des usages de la charcuterie, de la salaison et des conserves de viandes

Depuis 35 ans, l'instrument du maintien de la qualité des charcuteries et de la tradition française pour + de 350 dénominations de vente de produits de charcuterie :

Ce code recense et codifie les usages de toute une profession, fabricants, artisans ou industriels.

Il définit de manière claire les produits de charcuterie et contribue à préserver la richesse du patrimoine gastronomique. **Profondément rénové en 2005***, il prend en compte les évolutions de la réglementation et des usages. Il est le fruit d'une large concertation entre les partenaires de la profession (en particulier, Fédération Française des Industriels Charcutiers, Traiteurs et transformateurs de viandes, Confédération Nationale des Charcutiers-Traiteurs) à laquelle l'Administration a été étroitement associée. La Direction Générale de la Consommation, de la Concurrence et de la Répression des Fraudes a pris acte des modifications du Code «qui pourra, sous le contrôle des tribunaux servir de référence, en France, pour s'assurer du caractère loyal et marchand des produits».

Avec l'appui de l'Administration, les circuits de commercialisation reconnaissent, apprécient et exigent des produits conformes au Code des usages.

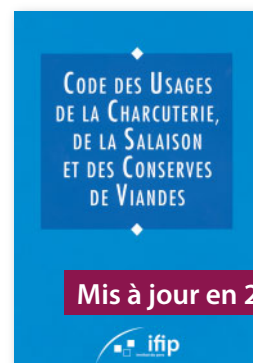
Il tient donc lieu de référentiel pour les professionnels, les organismes de contrôle, les distributeurs et les consommateurs. Un système original pour répondre aux attentes des consommateurs, leur garantir la qualité et le respect de la tradition française pour les produits de charcuterie.

Le Code des Usages comprend 3 parties :

- 1 - Définitions des produits :** 16 familles selon leur technologie de fabrication (pièces, saucissons secs, pâtés et rillettes, andouilles et andouillettes, boudins...) sous forme de fiches (définition des produits, ingrédients, additifs, caractéristiques physiques, techniques et sensorielles, critères chimiques et microbiologiques, dénominations particulières (spécialités, produits régionaux...)), conditions d'emploi des additifs, glossaire.
- 2 - Etiquetage :** toute la réglementation française et européenne et les textes d'application relatifs à l'étiquetage des produits définis dans le Code.
- 3 - Contrôles :** liste des protocoles expérimentaux et méthodes analytiques reconnus permettant de vérifier qu'un produit de charcuterie est conforme (contrôles métrologiques, chimiques, ...), extraits du code de la consommation.

* La mise à jour 2005 comprend environ 250 pages.

Elle est indispensable pour que votre Code des Usages tienne compte des dernières évolutions réglementaires.



Mis à jour en 2005

Tarif 2007-2008

(en € TTC, frais de port compris pour la France uniquement*)

- **530 / 570 € L'ensemble, édition papier + CD-Rom, version complète 2005 :**
 - Version imprimable : 487,92 € HT + TVA 5,5 % (19,81) / 19,6 % (62,27) : 570 € TTC
 - Version consultable : 460,53 € HT + TVA 5,5 % (19,81) / 19,6 % (49,66) : 530 € TTC
- **380 € L'édition papier** du code des usages de la charcuterie, version complète 2005 : 360,19 € HT + TVA 5,5 %
- **380 € Le CD-Rom** du code des usages de la charcuterie, version complète 2005 imprimable : 317,73 € HT + TVA 19,6 %
- **300 € Le CD-Rom, version complète 2005 consultable à l'écran** : 250,84 € HT + TVA 19,6 %
- **190 € Migration** de l'édition papier vers une version CD-Rom** : 158,86 € HT + TVA 19,6 %
- **85 € La mise à jour 2005** du code des usages de la charcuterie, **édition papier** : 80,57 € HT + TVA 5,5 %
- **85 € La mise à jour 2005** d'1 CD-Rom déjà acheté du code des usages de la charcuterie version complète imprimable remplaçant un CD-Rom déjà acheté par échange ou par envoi de la facture originale** : 71,07 € HT + TVA 19,6 %
- **32 € La mise à jour 1998, édition papier** : 30,33 € HT + TVA 5,5 %

* Les frais de port et d'emballage ne sont valables que pour la France métropolitaine. Pour les DOM TOM ou l'étranger, merci de nous consulter (brigitte.laval@ifip.asso.fr) ** Pour une migration de l'édition papier vers une version CD-Rom à tarif réduit, nous consulter. *** En cas de commande d'une mise à jour sur CD-Rom, joindre au règlement une copie de la facture d'origine ou bien le CD-Rom original.

